

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1258

16 juin 2010

SOMMAIRE

Anoka Engineering and Consulting S.A.	60345	Mapilux S.à r.l.	60374
Assuma S.à r.l.	60341	MB Research S. à r.l.	60346
Atconsulting S.à r.l.	60339	MCO Services S.à r.l.	60381
Atoll Portfolio	60351	MCO Services S.à r.l.	60345
BC-Center S.A.	60352	Orion Sicav	60342
B & Co Immobilière S.à r.l.	60349	Pâtisserie Winandy	60344
B & Co Immobilière S.à r.l.	60384	Patron GP III Holdings S.à r.l.	60341
Bellecote S.A.	60338	Pennel International S.A.	60340
Comitalu S.A.	60339	Pennel International S.A.	60341
Comitalu S.A.	60339	Pennel International S.A.	60340
Congrégation des soeurs du Tiers Ordre Régulier de Notre-Dame du Mont Carmel à Luxembourg, Société Anonyme	60370	Pizzeria - Restaurant Chez Stefano S.à.r.l.	60345
Diacolux International S.A.	60345	PROGNA Luxembourg S.A.	60341
eBay Treasury S.à r.l.	60343	PROGNA Luxembourg S.A.	60343
Finance Investors S.A.	60352	PROGNA Luxembourg S.A.	60343
Finance Investors S.à r.l.	60352	Real I.S. Management SA	60338
Flying Group Lux S.A.	60351	Signet Luxembourg Finance S.à r.l.	60338
Formedia S.à r.l.	60384	Skype Global S.à r.l.	60370
Garage Reinert S.à r.l.	60344	Société Financière Industrielle S.à r.l.	60344
Générale d'Hôtellerie S.A.	60339	Société Hôtelière Findel-Airport S.A.	60338
Geolux 3.14 S.A.	60340	Springboard Group S.à r.l.	60370
GM Trading S.à r.l.	60349	State Street Bank Luxembourg S.A.	60343
GM Trading S.à r.l.	60377	Stone Cross Holdings S.à r.l.	60381
KoSa Foreign Investments S.à r.l.	60344	Swiss Life Funds (LUX) Management Com- pany	60350
Le Sommet S.à r.l.	60351	Tele2 Finance Luxembourg S.A.	60384
Maestro S. à r.l.	60342	Themalis Consultant S.à.r.l.	60340
Maestro S. à r.l.	60342	TR International Holdings S.à r.l.	60377
MainFirst	60342	Union Syndicale Luxembourg	60349

Signet Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 146.368.

—
EXTRAIT

En date du 11 mai 2009, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Terry Lee Burman, 375 Ghent Road, Akron 44333 Ohio, Etats-Unis d'Amérique est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.
- Walker Gordon Boyd, 15 Golden Square, W1F 9JG, Londres, Royaume Uni, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 5 mai 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010064732/16.

(100062785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Bellecote S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 106.520.

—
Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063286/13.

(100061661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Real I.S. Management SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 141.181.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063287/13.

(100061728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Société Hôtelière Findel-Airport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 69.567.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063288/13.

(100061724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Comitalu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 28.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063289/13.

(100061721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Comitalu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 28.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063290/13.

(100061719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Atconsulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 41, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 145.722.

Les comptes annuels 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

3 MAI 2010.

Atconsulting S.à r.l.
41, avenue Victor Hugo
L-1750 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010063352/15.

(100061323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Générale d'Hôtellerie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 25.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063291/13.

(100061717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Themalis Consultant S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 90.688.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063292/13.

(100061712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Pennel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 100.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063293/13.

(100061709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Geolux 3.14 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2272 Howald, 2, rue Edouard Oster.
R.C.S. Luxembourg B 86.609.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 02/04/2010

Il ressort de l'assemblée générale ordinaire 02/04/2010 que:

- Les mandats d'administrateurs de Messieurs Eric CHIGNESSE, Jean-François LEMPEREZ et Alain KUPPER sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2011.
- Le mandat de commissaire de Monsieur Philippe DOCQUIER est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2011.

Fait à Windhof, le 03/05/2010.

Mandataire

Référence de publication: 2010064711/15.

(100062110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Pennel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 100.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063294/13.

(100061707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Pennel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 100.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063295/13.

(100061704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

PROGNA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 80.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063296/13.

(100061701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Patron GP III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 147.441.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant la société Patron Investments S.à r.l. associé unique de la Société:

Patron Investments S.à r.l., est une Société à Responsabilité Limitée inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 123328; désormais la dénomination sociale de la Société est Patron Investments III S.à r.l., et le siège social est au 6 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

*Pour Patron GP III Holdings S.à r.l.
Un mandataire*

Référence de publication: 2010064725/15.

(100062750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Assuma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 72, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 125.259.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063297/13.

(100061695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Maestro S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort.
R.C.S. Luxembourg B 111.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063298/13.

(100061693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Maestro S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort.
R.C.S. Luxembourg B 111.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063299/13.

(100061691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Orion Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 73.862.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2010.

Pour ORION SICAV
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliaire
Jean-Michel GELHAY / Martine VERMEERSCH
Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2010065540/15.

(100062616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

MainFirst, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 89.173.

Le Bilan au 31 Décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.
Company Administration
Signature

Référence de publication: 2010063301/13.

(100061674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

State Street Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 32.771.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2010.

Pour State Street Bank Luxembourg S.A.

Signature

Un administrateur domiciliaire

Référence de publication: 2010063302/13.

(100061673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

PROGNA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 80.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063307/13.

(100061741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

eBay Treasury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 135.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010063319/10.

(100061880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

PROGNA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 80.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063308/13.

(100061740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

KoSa Foreign Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.835.018.650,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 100.563.

—
EXTRAIT

L'associé unique de la Société, KoSa Foreign Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100565, a changé son siège social du 48, Rue Louis XIV, L-1948 Luxembourg, au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2010.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2010064717/20.

(100062759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Société Financière Industrielle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 74.565.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063309/13.

(100061739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Pâtisserie Winandy, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1852 Luxembourg, Zone Commerciale et Artisanale Kalchesbruck.

R.C.S. Luxembourg B 41.234.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010063310/13.

(100061738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Garage Reinert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 27.724.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063311/13.

(100061736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Anoka Engineering and Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 105.656.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010063320/10.

(100061685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Pizzeria - Restaurant Chez Stefano S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 83.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010063312/13.

(100061731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Diacolux International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 88.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXFIDUCIA S.à r.l.
16, rue de Nassau - L-2213 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010063313/12.

(100061902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

MCO Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.779.

Le bilan au 31/12/2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010063357/9.

(100061553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

MB Research S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 18, route de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 152.817.

STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt-trois avril.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

A comparu:

Monsieur Michel BEINE, professeur d'université, demeurant à B-5081 Bovesse (Belgique), 41 C, rue du Moulin.

Lequel comparant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

" **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'un bureau d'études, de recherches et d'analyses de tout niveau, dont les missions sont:

- études et analyses dans les domaines de la formation universitaire ou autre;
- centralisation de toutes informations et documentations qui, dans les différents pays, se rapportent à la formation universitaire ou autre;
- fourniture de toute documentation et tout avis dans ce domaine et étude et mise au point des questions et problèmes concernant la formation universitaire ou autre;
- études, conceptions, importation, exportation, achat, vente de tout matériel, électronique ou informatique, se rapportant de loin ou de près aux activités de la société.

Ces buts peuvent être réalisés de toutes manières, et notamment par des publications, éditions, revues, émissions, conférences, congrès, organisations, etc. par la création de services, comités, cercles privés et organismes divers, par la création de bourses d'étude, de prix et de concours.

La Société pourra aussi s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes les entreprises, associations ou sociétés existantes ou à créer, ayant un objet similaire ou analogue ou connexe au sien de manière à accroître et optimiser son efficacité.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de "MB RESEARCH S. à r.l".

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Rambrouch.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément aux termes de l'article 14 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance est autorisé à procéder aux paiements d'acomptes sur dividendes sous réserve que des comptes intermédiaires soient dressés montrant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Les réunions du conseil de Gérance auront lieu au Luxembourg. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une assemblée dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire. De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 15. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 17. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire dans les limites prévues par la loi.

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée."

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2010.

Souscription et Libération:

Toutes les cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), ont été souscrites comme suit:

par Monsieur Michel BEINE, préqualifié, cent parts social	100
Total: cent parts sociales	100

La libération de toutes les parts sociales souscrites a été partiellement faite par Monsieur Michel BEINE, prénommé, au moyen d'un apport en espèces d'un montant de mille trois cents euros (EUR 1.300.-), de sorte que la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Le solde de la libération intégrale de toutes les parts sociales souscrites a été faite par Monsieur Michel BEINE, prénommé, à concurrence d'un montant de onze mille deux cents euros (EUR 11.200.-) moyennant un apport en nature, en pleine propriété, plus amplement spécifié ci-après.

Il s'agit d'un véhicule de la marque OPEL Astra 5d Enjoy Z 19 DT, n° de châssis: WOLOAHL4868077659.

La preuve de la propriété de cet apport en nature a été justifiée au notaire instrumentant par l'associé unique, Monsieur Michel BEINE, prénommé, au moyen d'une copie du contrat d'achat dudit véhicule, dont il ressort que Monsieur Michel BEINE en est le véritable propriétaire.

La valeur de cet apport en nature représente un montant total de onze mille deux cents euros (EUR 11.200.-). L'existence, l'exactitude et la disponibilité de l'apport en nature se dégagent d'une évaluation comptable, datée du 19 avril 2010, effectuée sous la responsabilité de Monsieur Sébastien ELISE au nom et pour compte de la société à responsabilité limitée LA FIDUCIAIRE COMPTABLE COMPTAFISC S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.397 et ayant son siège social à L-8832 Rombach/Martelange, 18, route de Bigonville, ainsi que d'une attestation sous seing privé de l'associé unique de la Société, Monsieur Michel BEINE, prénommé, datée du 23 avril 2010, dont une copie de cette attestation restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'associé unique, Monsieur Michel BEINE, prénommé, a déclaré que le prêt apport en nature est fait libre de tous dettes, charges, privilèges, gages ou autres sûretés (y compris la réserve de propriété), et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités (administratives) nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'apport à la Société, dont plus particulièrement celle relative à l'immatriculation du véhicule - objet de l'apport - au nom de la Société.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant qualifié ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un.

2 - Monsieur Michel BEINE, professeur d'université, né à Namur (Belgique) le 13 avril 1968, demeurant à B-5081 Bovesse (Belgique), 41 C, rue du Moulin, est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée;

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-8832 Rombach, 18, route de Bigonville.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Beine, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 avril 2010. Relation: RED/2010/556. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 5 mai 2010.

Référence de publication: 2010066374/177.

(100062805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2010.

GM Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.804.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010063359/9.

(100061548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

B & Co Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.788.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010063360/9.

(100061546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Union Syndicale Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 227, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg F 5.608.

Art. 1^{er}. Nom et siège.

Union Syndicale Luxembourg

2A, rue des Capucins, Luxembourg

Remplacé par:

Union Syndicale Luxembourg

227, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg

Art. 7. Organes du syndicat.

Les organes du syndicat sont:

- l'assemblée générale
- le Comité exécutif
- le Conseil syndical
- la Commission de contrôle.

Remplacé par:

Les organes du syndicat sont:

- l'assemblée générale
- le Comité exécutif

- le Conseil syndical
- les délégations
- la Commission de contrôle.

Art. 8. L'assemblée générale.

III - Mode de convocation:

Elle est valablement réunie lorsque le bulletin de convocation a été adressé aux membres sept jours ouvrables avant le jour de la séance; ce délai est de trois jours francs en cas d'urgence dûment motivée.

Remplacé par:

Elle est valablement réunie lorsque le bulletin de convocation a été adressé aux adhérent(e)s sept jours ouvrables avant le jour de la séance, les samedi n'étant pas considérés comme tels. Ce délai est de trois jours francs en cas d'urgence dûment motivée.

Art. 10. Le Conseil syndical.

I. Le Conseil syndical a pour mission d'aider et de conseiller le Comité exécutif dans l'accomplissement de ses tâches et d'assurer la liaison entre celui-ci et les membres.

Remplacé par:

I. Le Conseil syndical est constitué de membres des délégations mandaté(e)s à cet effet. Il a pour mission d'aider et de conseiller le Comité exécutif dans l'accomplissement de ses tâches et d'assurer la liaison entre celui-ci et les délégations.

Article à ajouter:

Art. 11. Les délégations.

1. Les délégations sont l'organe de représentation des adhérent(e)s d'une circonscription, c'est-à-dire de l'ensemble des adhérent(e)s d'une institution ou d'un organisme européen ou international, ou encore des pensionné(e)s.

2. Elles agissent en accord avec le Comité exécutif. Leurs tâches et leurs attributions ainsi que toutes les procédures relatives à leur fonctionnement sont précisées dans le règlement.

Art. 16. Dispositions finales.

Les présents statuts annulent et remplacent les statuts du 15 octobre 1973. Ces statuts ont été amendés le 15 mars 1977 et entreront en vigueur, sous leur forme amendée, le 15 mars 1977. Ils sont communiqués aux présidents et aux autorités investies du pouvoir de nomination des institutions et organismes européens installés au Grand-Duché de Luxembourg.

Remplacé par:

Art. 17. Dispositions finales. Les présents statuts annulent et remplacent les statuts du 15 mars 1977. Ces statuts ont été amendés le 21 février 1989 et entreront en vigueur, sous leur forme amendée, lors des prochaines élections des organes syndicaux qui auront lieu dans les trois mois suivant l'assemblée générale du 21 février 1989. Ils sont communiqués aux présidents et aux autorités investies du pouvoir de nomination des institutions et organismes européens et internationaux installés au Grand-Duché de Luxembourg.

AINSI DÉLIBÉRÉ ET DÉCIDÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE RÉUNIE LE 21 FÉVRIER 1989 À LUXEMBOURG

Référence de publication: 2010064529/59.

(100062330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Swiss Life Funds (LUX) Management Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 78.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Swiss Life Funds (LUX) Management Company S.A.

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Imwinkelried Michaela / Peter Sasse

Executive Director / Associate Director

Référence de publication: 2010063363/13.

(100061856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Le Sommet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 86.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LE SOMMET S.à r.l.

United International Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010063367/12.

(100061537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Flying Group Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1110 Luxembourg, route de Trèves, Findel Airport.
R.C.S. Luxembourg B 141.715.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Flying Group Lux S.A.

United International Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010063368/12.

(100061547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Atoll Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 110.863.

L'an deux mille dix, le treize avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable ATOLL PORTFOLIO, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 3 octobre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1057 du 18 octobre 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Grégory FOUREZ, employé de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Christian JEANROND, employé de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sylvia SILLITTI, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les actions étant nominatives, la présente Assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis envoyés aux actionnaires par lettre recommandée en date du 29 mars 2010.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que sur les 914.811,33 actions en circulation, 628.757 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 5 des statuts de la Société par l'insertion entre le cinquième et le sixième paragraphe du paragraphe suivant: "L'assemblée générale des actionnaires, statuant conformément aux règles de l'article vingt-cinq des présents statuts en matière de quorum et de majorité, peut décider de réorganiser une catégorie d'actions par le biais d'une consolidation ou fractionnement de ces actions."

Uniquement en cas d'acceptation du premier point:

2. Fractionnement des actions du compartiment Atoll Portfolio - EUR de façon à ce que chaque Actionnaire reçoive 2 actions nouvelles pour chaque action détenue.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier de l'article 5 des statuts de la Société par l'insertion entre le cinquième et le sixième paragraphe du paragraphe suivant: "L'assemblée générale des actionnaires, statuant conformément aux règles de l'article vingt-cinq des présents statuts en matière de quorum et de majorité, peut décider de réorganiser une catégorie d'actions par le biais d'une consolidation ou fractionnement de ces actions."

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de fractionner les actions du compartiment Atoll Portfolio - EUR de façon à ce que chaque Actionnaire reçoive 2 actions nouvelles pour chaque action détenue.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. FOUREZ, C. JEANROND, S. SILLITTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2010. Relation: LAC/2010/17584. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 3 mai 2010.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010064525/56.

(100062358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

BC-Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 117.097.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2009 wurde eingeschrieben und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2010063364/11.

(100061944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

**Finance Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Finance Investors S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 141.989.

L'an deux mille dix, le vingt-sept avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FINANCE INVESTORS S.A.", ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 141989, constituée en date du 31 juillet 2008 suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2545 du 17 octobre 2008, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu en date du 26 mars 2009 suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, prénommé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1049 du 20 mai 2009.

L'assemblée est présidée par Madame Gentiane PREAUX, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Ekaterina DUBLET, employée privée, demeurant professionnellement au- 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Carine GRUNDHEBER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 150.000 (cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 1.500.000,- (un million cinq cent mille euros) sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital social à concurrence de EUR 1.400.000,- pour porter le capital de son montant actuel de 1.500.000 à EUR 100.000,-, comme suit:

- à hauteur de EUR 395.402,97 moyennant réduction de la valeur nominale des actions existantes afin d'absorber la totalité des pertes telles qu'elles ressortent du bilan au 31.12.2009 approuvé;

- à hauteur de EUR 20.000,- par affectation dudit montant à la réserve légale, moyennant réduction de la valeur nominale des actions existantes à due concurrence;

- à hauteur de EUR 984.597,03 par affectation dudit montant à une réserve libre, moyennant réduction de la valeur nominale des actions existantes à concurrence de EUR 934.597,03 et à concurrence de EUR 50.000,-, moyennant annulation de 50.000 actions (numéros 100.001 à 150.000).

2. Transformation de la société de société anonyme en société à responsabilité limitée, sans changement de l'objet social, et confirmation du capital social de EUR 100.000,- qui sera représenté par 100.000 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune, entièrement détenues par l'associé unique.

3. Changement de la dénomination sociale de la société qui se dénommera "FINANCE INVESTORS S.à r.l." et adoption des statuts d'une société à responsabilité limitée.

4. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant la transformation de la société en une société à responsabilité limitée.

5. Nomination d'un nouveau gérant de la société, fixation de ses pouvoirs et du terme de son mandat.

6. Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale de la société du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg à Via Massena 12/7, int. 1, 20145 Milan, et adoption par la société à responsabilité de la nationalité italienne, sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

7. Changement de la dénomination sociale de la société qui se dénommera "FINANCE INVESTORS S.r.l."

8. Approbation d'une situation comptable arrêtée au 31.03.2010.

9. Démission du gérant en fonction et décharge à lui accorder pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la société en Italie.

10. Nomination de Madame Elvira BELOTTI, née le 5 décembre 1949 à Brescia, Italie, demeurant à Cassano d'Adda (MI), Italie, Via Salvo d'Acquisto n. 46, code fiscal: BLT LVR 49T45 B157F comme gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

11. Refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne.

12. Délégation de pouvoirs.

13. Radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès qu'elle aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

14. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 1.400.000,- (un million quatre cent mille euros) pour porter le capital de son montant actuel de EUR 1.500.000,- (un million cinq cent mille euros) à EUR 100.000,- (cent mille euros) comme suit:

1) à hauteur de EUR 395.402,97 (trois cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent deux euros et quatre-vingt-dix-sept cents) moyennant réduction de la valeur nominale des actions existantes afin d'absorber la totalité des pertes telles qu'elles ressortent du bilan au 31 décembre 2009 approuvé par l'assemblée générale du 26 février 2010.

Une copie du bilan approuvé, signée par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

2) à hauteur de EUR 20.000,- (vingt mille euros) par affectation dudit montant à la réserve légale, moyennant réduction de la valeur nominale des actions existantes à due concurrence.

3) à hauteur de EUR 984.597,03 (neuf cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept euros et trois cents) par affectation dudit montant à une réserve libre, moyennant réduction de la valeur nominale des actions existantes à concurrence de EUR 934.597,03 (neuf cent trente-quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept euros et trois cents) et à concurrence de EUR 50.000,- (cinquante mille euros) moyennant annulation de 50.000 (cinquante mille) actions portant les numéros 100 001 à 150 000.

Cette réserve libre pourra être utilisée de quelque manière que ce soit, en restant toutefois dans les limites fixées par l'article 69 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, en cas de remboursement aux actionnaires.

Suite à cette réduction le capital social s'établit à EUR 100.000,- (cent mille euros) représenté par 100.000 (cent mille) actions de EUR 1,- (un euro) chacune, entièrement détenues par l'actionnaire unique.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transformer la forme de "FINANCE INVESTORS S.A." laquelle de société anonyme devient société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois.

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

La transformation se fait sur base de la situation comptable de la société après réduction du capital social telle que mentionnée ci-dessus.

L'assemblée décide donc de confirmer le capital social de EUR 100.000,- (cent mille euros) et d'échanger les 100.000 (cent mille) actions existantes contre 100.000 (cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, entièrement détenues par l'associé unique, "Aletti Fiduciaria 1176 SpA".

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en "FINANCE INVESTORS S.à r.l." et d'adopter les statuts d'une société à responsabilité limitée comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes entre les comparants une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de "FINANCE INVESTORS S.à r.l.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 100.000,- (cent mille euros) représenté par 100.000 (cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir chacun individuellement au nom de la société dans toutes les circonstances.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur."

Quatrième résolution

L'assemblée prend acte de et décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer en qualité de nouveau gérant unique de la société, avec les pouvoirs définis à l'article 11 des nouveaux statuts et pour une durée indéterminée, Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né 12 janvier 1955 à Cesena (FO), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire, le siège de direction effective et de l'administration centrale du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, à Via Massena 12/7, int. 1, 20145 Milan, Italie et de lui faire adopter la nationalité, le statut et la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien, le tout sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune part sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise à l'unanimité des associés existants.

Elle constate également:

- que le droit d'apport ainsi que tous les autres impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes;

- que la société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;

- que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société italienne en "FINANCE INVESTORS S.r.l."

Huitième résolution

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 31.03.2010 et préparée sur base des lois italiennes, telle qu'elle a été rédigée par le gérant unique en fonction avant le transfert du siège social de la société.

Une copie de cette situation comptable, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

Neuvième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du gérant actuellement en fonction et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Dixième résolution

L'assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, comme gérant unique ("amministratore unico") de la société, avec les pouvoirs lui conférés par les nouveaux statuts italiens et pour une durée indéterminée, sauf révocation ou démission, Madame Elvira BELOTTI, née le 5 décembre 1949 à Brescia, Italie, demeurant à Cassano d'Adda (MI), Italie, Via Salvo d'Acquisto n. 46, code fiscal: BLT LVR 49T45 B157F.

L'assemblée décide en outre que les émoluments du gérant unique seront fixés en accord avec les tarifs en vigueur en Italie.

Onzième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de leur donner la teneur suivante, étant entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vu de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies:

"Denominazione - Scopo - Sede - Durata

Art. 1.

1.1 È costituita una Società a responsabilità limitata denominata "FINANCE INVESTORS S.r.l."

Art. 2.

2.1 La Società ha sede nel Comune di Milano (MI), all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese.

2.2 L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere unità locali operative, quali, ad esempio, succursali, filiali o uffici amministrativi con o senza stabile rappresentanza, depositi.

2.3 È facoltà dell'Organo Amministrativo trasferire la sede sociale nell'ambito del medesimo Comune. L'istituzione di sedi secondarie e il trasferimento della sede sociale in un Comune diverso spettano ai Soci.

Art. 3.

3.1 La Società, senza fare ricorso al mercato del capitale di rischio, ha per oggetto le seguenti attività:

- l'assunzione di partecipazioni in altre società od enti costituiti o costituendi, il finanziamento ed il coordinamento tecnico e finanziario delle società od enti nei quali partecipa, la compravendita, il possesso e la gestione di titoli pubblici e privati, il tutto non nei confronti del pubblico;

- la promozione, la partecipazione, il coordinamento e la gestione di operazioni ed investimenti nel settore immobiliare; l'acquisto, vendita e permuta, la costruzione in proprio e/o terzi, la ristrutturazione, la locazione, purché non finanziaria, la conduzione di beni immobili di ogni genere, sia rustici che urbani, civili ed industriali;

- la predisposizione, l'attuazione e la vendita di servizi di logistica nel settore dei trasporti; il trasporto, l'autotrasporto e la spedizione, nazionale e internazionale, con qualsiasi mezzo, di merci di ogni genere per conto terzi, la conduzione di depositi e magazzini, anche doganali, la custodia, la movimentazione, il confezionamento e la distribuzione di merci di ogni genere e tipo sempre per conto terzi; la formazione del personale nel settore della logistica.

3.2 Essa può compiere, inoltre, in via non prevalente e del tutto occasionale e strumentale, tutte le operazioni commerciali, industriali e finanziarie - queste ultime non nei confronti del pubblico-, mobiliari ed immobiliari, ritenute necessarie o utili per il conseguimento dell'oggetto sociale; prestare avalli, fidejussioni ed ogni altra garanzia, anche reale.

Art. 4.

4.1 La durata della Società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e può essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea dei Soci.

Capitale sociale - Finanziamenti soci

Art. 5.

5.1 Il capitale è fissato in Euro 100.000,00 (centomila/00).

5.2 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento, mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura, o a titolo gratuito, mediante passaggio a capitale di riserve o di altri fondi disponibili, e ciò in forza di deliberazione dell'Assemblea dei Soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

5.3 La decisione di aumentare il capitale sociale non può essere attuata fin quando i conferimenti precedentemente dovuti non sono stati integralmente eseguiti.

5.4 In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai Soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle quote di partecipazione da essi possedute. È attribuita ai Soci la facoltà di prevedere espressamente nella delibera di aumento del capitale, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'articolo 2482 ter Codice civile; in tal caso spetta ai Soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma del successivo articolo 29.

5.5 Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della Società; la delibera di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

5.6 Il conferimento può anche avvenire mediante la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fideiussione bancaria con cui vengono garantiti, per l'intero valore ad essi assegnato, gli obblighi assunti dal Socio aventi per oggetto la prestazione d'opera o di servizi a favore della Società. In tal caso la polizza o la fideiussione possono essere sostituite dal Socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la Società.

5.7 Nel caso di aumento gratuito la quota di partecipazione di ciascun Socio resta immutata.

Art. 6.

6.1 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'Assemblea dei Soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, salvo quanto disposto dal successivo articolo 38.

6.2 In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'Assemblea, della relazione dell'Organo Amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del Revisore, se nominati.

Art. 7.

7.1 I Soci potranno eseguire, su richiesta dell'Organo Amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico ai sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

7.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

7.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'articolo 2467 Codice Civile.

Partecipazioni - Trasferimento delle partecipazioni

Art. 8.

8.1 È consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, le partecipazioni dei Soci si presumono di valore proporzionale ai conferimenti effettuati.

8.2 I diritti sociali spettano ai Soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 9.

9.1 Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del Codice Civile.

9.2 Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'articolo 2352 Codice Civile.

Art. 10.

10.1 Le quote sono trasferibili liberamente per atto tra vivi, qualora il trasferimento avvenga tra coniugi e/o tra ascendenti e discendenti entro in secondo grado. Il socio che intenda cedere la propria partecipazione, al di fuori dei casi previsti nel periodo precedente, dovrà farne offerta agli altri soci secondo i termini e le modalità stabilite nel successivo punto 10.3. Il diritto dovrà essere esercitato al prezzo indicato dall'alienante nell'offerta di vendita.

10.2 Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione.

10.3 Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il Socio che intende trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione, nei casi di cui ai precedenti articoli 10.1 e 10.2, dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata A.R. all'Organo Amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo, le complete generalità dell'aspirante acquirente e le modalità di pagamento.

Le offerte che difettino degli elementi sopra citati (prezzo, generalità complete del terzo e modalità di pagamento) non potranno essere prese in considerazione dall'Organo Amministrativo.

L'Organo Amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri Soci che risultano iscritti nel Libro dei Soci alla data di ricevimento dell'offerta stessa, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni Socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'Organo Amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata A.R. consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'Organo Amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro trenta giorni dalla data in cui l'Organo Amministrativo avrà comunicato al Socio offerente - a mezzo raccomandata A.R. da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine di cui sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei Soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui la partecipazione offerta non sia proporzionalmente divisibile tra tutti i Soci accettanti), della data fissata per il trasferimento;

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un Socio, la partecipazione offerta spetterà ai Soci interessati in proporzione al valore nominale delle partecipazioni da ciascuno di essi possedute;

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei Soci che, viceversa, intendono valersene;

- qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già Socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri Soci;

- il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal Socio offerente;

- qualora nessun Socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il Socio offerente sarà libero di trasferire la partecipazione offerta in vendita all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta;

- il Socio offerente dovrà comunicare e dimostrare all'Organo Amministrativo che l'atto di trasferimento della partecipazione è avvenuto al prezzo e a favore del terzo acquirente indicato nell'offerta di cui sopra mediante consegna dell'atto di trasferimento prima dell'annotazione del trasferimento stesso nel Libro dei Soci;

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente;

- il diritto di prelazione spetta ai Soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto purché esso non comporti il trasferimento del diritto di voto;

- nell'ipotesi di trasferimento di partecipazioni per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel Libro dei Soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e patrimoniali e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la Società;

- la cessione delle partecipazioni e dei diritti di opzione sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il Socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri Soci mediante dichiarazione scritta.

10.4 L'intestazione a Società fiduciaria (previa esibizione del mandato fiduciario) o la reintestazione, da parte della stessa agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Art. 11.

11.1 Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per successione mortis causa.

11.2 In caso di continuazione della Società con più eredi del Socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

Decisioni dei soci

Art. 12.

12.1 I Soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge e dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più Amministratori o tanti Soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

12.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei Soci:

a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;

b) la nomina e la revoca dell'Organo Amministrativo;

c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei Sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale o del Revisore;

d) le modificazioni del presente Statuto;

e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei Soci;

f) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

12.3 Non possono partecipare alle decisioni sia nelle forme di cui al successivo articolo 13 che nelle forme di cui al successivo articolo 14, i Soci morosi ed i Soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

12.4 In deroga al disposto dell'articolo 2465 secondo comma Codice Civile, non deve essere invece autorizzato dai Soci l'acquisto da parte della Società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei Soci fondatori, dei Soci e degli Amministratori, nei due anni dalla iscrizione della Società nel Registro delle Imprese.

Art. 13.

13.1 Le decisioni dei Soci, che possono essere sempre prese in forma assembleare, possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo quanto previsto al successivo articolo 14.1.

13.2 La procedura di consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più Amministratori o di almeno il 10% del capitale sociale e consiste in una proposta di deliberazione che deve essere inviata a tutti gli aventi diritto, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica. In questi ultimi casi le trasmissioni ai Soci dovranno essere fatte al numero di fax e/o all'indirizzo di posta elettronica che siano stati espressamente comunicati dai Soci medesimi e che risultino dal Libro dei Soci.

Dalla proposta dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato (parere che dovrà essere allegato al documento affinché i Soci ne possano prendere visione);
- le ragioni e quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sugli argomenti da trattare;
- l'esatto testo delle decisioni da adottare.

I Soci hanno quindici giorni per trasmettere presso la Società la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine, purché non inferiore a giorni tre e non superiore a giorni trenta. La risposta deve contenere un'approvazione, un diniego o una astensione espressa. La mancanza di risposta dei Soci entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

La decisione dei Soci è assunta soltanto qualora pervengano alla sede della Società, mediante fax o lettera raccomandata, i consensi di tanti Soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto al successivo articolo 13.5.

Spetta all'Organo Amministrativo raccogliere le consultazioni ricevute e comunicare i risultati a tutti i Soci, Amministratori e Sindaci, se nominati, attraverso un documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'indicazione dei Soci consenzienti con il capitale sociale da ciascuno rappresentato;
- l'indicazione dei Soci contrari o astenuti, con il capitale sociale da ciascuno rappresentato e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la data in cui si è formata la decisione, intendendosi per tale quella in cui è giunta l'ultima delle risposte;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi Soci.

Anziché redigere un autonomo apposito documento, la decisione con le relative menzioni e sottoscrizioni, potrà essere scritta direttamente sul Libro delle decisioni dei Soci.

13.3 Il consenso espresso per iscritto consiste in una dichiarazione resa da ciascun Socio con espresso e chiaro riferimento all'argomento oggetto della decisione, del quale il Socio consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato (parere che dovrà essere allegato al documento affinché i Soci ne possano prendere visione).

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i Soci i quali, entro i quindici giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei Soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

La decisione dei Soci è assunta soltanto qualora pervengano alla sede della Società, mediante fax o lettera raccomandata, i consensi di tanti Soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto dal successivo articolo 13.5.

Spetta all'Organo Amministrativo raccogliere i consensi ricevuti e comunicare i risultati a tutti i Soci, Amministratori e Sindaci, se nominati, attraverso un documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'indicazione dei Soci consenzienti con il capitale sociale da ciascuno rappresentato;
- l'indicazione dei Soci contrari o astenuti, con il capitale sociale da ciascuno rappresentato e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la data in cui si è formata la decisione, intendendosi per tale quella in cui è giunta l'ultima delle risposte;

- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi Soci.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica. In questi ultimi casi le trasmissioni ai Soci dovranno essere fatte al numero di fax e/o all'indirizzo di posta elettronica che siano stati espressamente comunicati dai Soci medesimi e che risultino dal Libro dei Soci.

13.4 Ogni Socio ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

13.5 Le decisioni adottate ai sensi del presente articolo sono prese con il voto favorevole dei Soci che rappresentano la maggioranza assoluta del capitale sociale.

13.6 La decisione dei Soci, adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta, a cura dell'Organo Amministrativo, nel Libro delle decisioni dei Soci. La corrispondenza della trascrizione alla decisione assunta dovrà essere controllata da un Amministratore e da almeno un Socio, che a tal fine si sottoscriveranno in calce alla trascrizione medesima. La relativa documentazione, in originale, dovrà essere conservata agli atti della Società.

13.7 Non si applica la disposizione di cui al precedente articolo 13.6 nel caso in cui la decisione adottata ai sensi del precedente articolo 13.2 (consultazione scritta) sia stata scritta direttamente in originale nel Libro delle decisioni dei Soci.

13.8 I Soci hanno diritto di visionare, consultare e controllare in ogni momento il Libro delle decisioni dei Soci.

Art. 14.

14.1 Con riferimento alle materie indicate nel precedente articolo 12.2 ai punti d), e) ed f), in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente Statuto, oppure quando lo richiedono uno o più Amministratori o un numero di Soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei Soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

14.2 A tal fine l'Assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente all'Unione Europea.

14.3 L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'Assemblea, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo, fatto pervenire ai Soci al domicilio risultante dal Libro dei Soci (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal Socio e che risultino espressamente dal Libro dei Soci). Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

14.4 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'Assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

14.5 In mancanza di formale convocazione l'Assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e Sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli Amministratori o i Sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'Assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della Società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 15.

15.1 L'Assemblea è presieduta a seconda della strutturazione dell'Organo Amministrativo, dall'Amministratore Unico (nel caso di cui al successivo articolo 18.1 sub a), dal Presidente del Consiglio di Amministrazione (nel caso di cui al successivo articolo 18.1 sub b) o dall'Amministratore più anziano di età (nel caso di cui al successivo articolo 18.1 sub c). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza del capitale presente.

15.2 L'Assemblea nomina un Segretario anche non Socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non Soci.

15.3 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'Assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

15.4 È possibile tenere le riunioni dell'Assemblea, con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Soggetto verbalizzante che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al Presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di Assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 16.

16.1 Il voto di ciascun Socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

16.2 I Soci hanno diritto di voto nei limiti di legge e di statuto.

16.3 Ogni Socio che abbia diritto di intervenire all'Assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla Società.

La delega non può essere rilasciata con il nome del rappresentante in bianco. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega.

Se la delega viene conferita per la singola Assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni, purché aventi il medesimo ordine del giorno.

È ammessa anche la procura generale a valere per più Assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

La rappresentanza non può essere conferita né ad Amministratori né ai Sindaci (o al Revisore) se nominati né ai dipendenti della Società, né alle Società da essa controllate o ai membri degli Organi Amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste.

16.4 L'Assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti Soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

16.5 Il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione dei Soci dissenzienti.

16.6 L'Assemblea regolarmente costituita ai sensi dell'articolo precedente delibera a maggioranza assoluta del capitale sociale intervenuto, salvo che nei casi previsti dal precedente articolo 12.2 punti d) ed e) nei quali è richiesto il voto favorevole di una maggioranza che rappresenti almeno la metà del capitale sociale.

Restano comunque salve le altre disposizioni del presente Statuto che per particolari delibere richiedono diverse specifiche maggioranze.

16.7 Salvo diversa disposizione di legge le partecipazioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'Assemblea. Le medesime partecipazioni e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del Socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

Art. 17.

17.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal Notaio, se richiesto dalla Legge.

17.2 Il verbale deve indicare la data dell'Assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei Soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei Soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

17.3 Il verbale relativo alle delibere assembleari comportanti la modifica dell'atto costitutivo deve essere redatto da un Notaio.

17.4 Il verbale deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

17.5 Il verbale dell'Assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei Soci.

Amministrazione

Art. 18.

18.1 La Società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai Soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da più membri, da un minimo di tre ad un massimo di cinque membri, secondo il numero esatto che verrà determinato dai Soci in occasione della nomina;
- c) da tre o più Amministratori, sino ad un massimo di cinque, con poteri congiunti e/o disgiunti.

Qualora vengano nominati tre o più Amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un Consiglio di Amministrazione.

18.2 Gli Amministratori potranno essere anche non Soci. Non possono essere nominati alla carica di Amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2382 Codice Civile.

Art. 19.

19.1 Gli Amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai Soci all'atto della loro nomina.

19.2 In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo e senza necessità di motivazione.

19.3 È ammessa la rieleggibilità.

19.4 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione ai sensi del precedente articolo 18.1 sub b), se per qualsiasi causa viene meno la maggioranza dei Consiglieri decade l'intero Consiglio di Amministrazione. Nel caso siano stati invece nominati più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti ai sensi del precedente articolo 18.1 sub c), se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo Amministratore, decadono anche gli altri Amministratori. Spetterà ai Soci con propria decisione procedere alla nomina del nuovo Organo Amministrativo. Nel frattempo il Consiglio decaduto o gli altri Amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

19.5 La cessazione degli Amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo è stato ricostituito.

Art. 20.

20.1 Nel caso la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, nominato ai sensi del precedente articolo 18.1 sub b), questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai Soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un Segretario, anche estraneo.

Art. 21.

21.1 Nel caso la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, nominato ai sensi del precedente articolo 18.1 sub b), le decisioni dello stesso, che possono essere sempre adottate in forma collegiale, possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo quanto previsto al successivo articolo 22.1.

21.2 La procedura di consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più Amministratori e consiste in una proposta di deliberazione che deve essere inviata a tutti gli Amministratori e ai Sindaci, se nominati, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica. In questi ultimi casi le trasmissioni agli Amministratori dovranno essere fatte al numero di fax e/o all'indirizzo di posta elettronica che siano stati espressamente comunicati dagli Amministratori medesimi e che risultino da apposita annotazione riportata nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

Dalla proposta dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato (parere che dovrà essere allegato al documento affinché gli Amministratori ne possano prendere visione);
- le ragioni e quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sulla decisione da trattare;
- l'esatto testo della delibera da adottare.

Gli Amministratori hanno otto giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine, purché non inferiore a giorni tre e non superiore a giorni quindici. La risposta deve contenere un'approvazione, un diniego o una astensione espressa. La mancanza di risposta entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

La decisione del Consiglio di Amministrazione è assunta soltanto qualora pervengano alla sede della Società, nelle forme sopra indicate, i consensi di tanti Amministratori che raggiungano il quorum deliberativo previsto dal successivo articolo 21.4.

Spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione raccogliere le consultazioni ricevute e comunicare i risultati a tutti gli Amministratori e Sindaci, se nominati, attraverso un documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'indicazione degli Amministratori consenzienti, contrari o astenuti e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la data in cui si è formata la decisione, intendendosi per tale quella in cui è giunta l'ultima delle risposte;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi Amministratori.

Anziché redigere un autonomo apposito documento, la decisione con le relative menzioni e sottoscrizioni, potrà essere scritta direttamente sul Libro delle decisioni degli Amministratori.

21.3 Il consenso espresso per iscritto consiste in una dichiarazione resa da ciascun Amministratore con espresso e chiaro riferimento all'argomento oggetto della decisione, del quale l'Amministratore consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;

- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato (parere che dovrà essere allegato al documento affinché gli Amministratori ne possano prendere visione).

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli Amministratori i quali, entro gli otto giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli Amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

La decisione degli Amministratori è assunta soltanto qualora pervengano alla sede della Società, mediante fax o lettera raccomandata, i consensi di tanti Amministratori che raggiungano il quorum deliberativo previsto dal successivo articolo 21.4.

Spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione raccogliere le consultazioni ricevute e comunicare i risultati a tutti gli Amministratori e Sindaci, se nominati, attraverso un documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'indicazione degli Amministratori consenzienti, contrari o astenuti e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;

- la data in cui si è formata la decisione, intendendosi per tale quella in cui è giunta l'ultima delle risposte;

- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi Amministratori.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica. In questi ultimi casi le trasmissioni agli Amministratori dovranno essere fatte al numero di fax e/o all'indirizzo di posta elettronica che siano stati espressamente comunicati dagli Amministratori medesimi e che risultino da apposita annotazione riportata nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

21.4 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica.

21.5 La decisione degli Amministratori, adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta a cura dell'Organo Amministrativo nel Libro delle decisioni degli Amministratori. La relativa documentazione, in originale, sarà conservata agli atti della Società.

21.6 Non si applica la disposizione di cui al precedente articolo 21.5 nel caso in cui la decisione adottata ai sensi del precedente articolo 21.2 (consultazione scritta) sia stata scritta direttamente in originale nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

21.7 Con la maggioranza di cui al precedente articolo 21.4 gli Amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale.

Art. 22.

22.1 Con riferimento alle materie indicate dall'articolo 2475 quinto comma del Codice Civile ovvero qualora lo richiedano almeno 2 componenti del Consiglio di Amministrazione, ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto, le decisioni del Consiglio di Amministrazione, che sia stato nominato ai sensi del precedente articolo 18.1 sub b), debbono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

22.2 A tal fine il Consiglio di Amministrazione:

a) viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno. Nel caso di ricorso al fax o alla posta elettronica o ad altro mezzo idoneo allo scopo gli avvisi dovranno essere spediti al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica e/o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dagli Amministratori medesimi e che risultino da apposita annotazione riportata nel Libro delle decisioni degli Amministratori;

b) si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia, o nell'ambito del territorio di una Nazione appartenente all'Unione Europea.

22.3 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed i Sindaci se nominati.

22.4 È possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

a) che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Soggetto verbalizzante la riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

22.5 Il Consiglio di Amministrazione delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

22.6 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate ai sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

22.7 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sulle materie riservate alla sua competenza ai sensi del successivo articolo 38 debbono essere adottate con deliberazione collegiale ai sensi del presente articolo, da far constare mediante verbale redatto da Notaio per atto pubblico.

Art. 23.

23.1 Per la gestione della Società, si osservano le seguenti diverse regole, a seconda della strutturazione dell'Organo Amministrativo:

a) nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione (ai sensi del precedente articolo 18.1 sub b) o di nomina di più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti (ai sensi del precedente articolo 18.1 sub c), all'Organo Amministrativo è affidata la gestione della Società: a tal fine l'Organo Amministrativo potrà compiere tutti gli atti e tutte le operazioni sia di ordinaria che di straordinaria amministrazione, con la sola esclusione di quegli atti e di quelle operazioni che la Legge e il presente Statuto riservano espressamente ai Soci;

b) nel caso di nomina di un Amministratore Unico (ai sensi del precedente articolo 18.1 sub a) la gestione della Società è affidata all'Amministratore Unico che potrà pertanto compiere gli atti e le operazioni sia di ordinaria che di straordinaria amministrazione, con la sola esclusione di quegli atti e di quelle operazioni che la Legge e il presente Statuto riservano espressamente ai Soci. Tuttavia sarà necessaria la preventiva autorizzazione dei Soci, con decisione da adottarsi ai sensi del precedente articolo 14, per il compimento dei seguenti atti:

- ogni operazione immobiliare;
- la compravendita e l'affitto di aziende o rami di azienda;
- la costituzione di Società di ogni tipo, di Consorzi e di enti collettivi di ogni genere;
- l'acquisizione e la cessione di partecipazioni.

In ogni caso, qualunque sia la strutturazione dell'Organo Amministrativo, è riservata all'Assemblea dei Soci ai sensi dei precedenti articoli 12.2 e 14.1 la decisione di compiere operazioni che comportano una rilevante modificazione dei diritti dei Soci.

23.2 La mancanza della autorizzazione dei Soci, nel caso di cui al precedente articolo 23.1 sub b) ogniqualvolta questa sia richiesta per il compimento di un atto di amministrazione, comporta la responsabilità dell'Amministratore Unico ai sensi dell'articolo 2476 Codice Civile e costituisce giusta causa di sua revoca.

23.3 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione (ai sensi dell'articolo 18.1 sub b) questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'articolo 2381 Codice Civile e di cui al precedente articolo 23.1 ad un Comitato Esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente.

23.4 Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti (ai sensi del precedente articolo 18.1 sub c), i poteri di amministrazione di cui al precedente articolo 23.1, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti agli stessi sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intenderanno attribuiti agli Amministratori in via disgiunta.

Art. 24.

24.1 Nel caso di nomina di un Amministratore Unico ai sensi del precedente articolo 18.1 sub a), la firma e la rappresentanza sociale generale di fronte ai terzi ed in giudizio spettano all'Amministratore Unico stesso.

24.2 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione ai sensi del precedente articolo 18.1 sub b), la firma e la rappresentanza sociale generale di fronte ai terzi ed in giudizio spettano al Presidente, a ciascuno degli Amministratori Delegati e/o a ciascuno dei componenti del Comitato Esecutivo. Il Consiglio di Amministrazione potrà attribuire procure ed affidare speciali incarichi a propri membri o a terzi. Analoga facoltà spetta al Comitato Esecutivo o agli Amministratori Delegati eventualmente nominati, purché nei limiti dei poteri ad essi stessi conferiti.

I limiti dei poteri degli Amministratori non sono opponibili ai terzi, salvo che si provi che questi abbiano intenzionalmente agito a danno della Società. Gli atti extra poteri sono pertanto validi salva l'azione di responsabilità nei confronti di chi li ha compiuti.

24.3 Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti (ai sensi del precedente articolo 18.1 sub c), la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

24.4 La nomina di direttori e di institori spetta all'Organo Amministrativo. Per la nomina di procuratori speciali valgono le competenze sopra stabilite per il compimento dello specifico atto per il quale la procura viene conferita.

La rappresentanza sociale spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri determinati nell'atto di nomina.

Art. 25.

25.1 Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

25.2 Nel caso la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli Amministratori investiti di particolari cariche in conformità del presente statuto è stabilita dal Consiglio stesso, sentito il parere del Collegio Sindacale se nominato. I Soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli Amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

25.3 All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine rapporto di collaborazione coordinata e continuativa, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

Organo di controllo

Art. 26.

26.1 Quale organo di controllo, i Soci, con decisione da adottarsi ai sensi del precedente articolo 13, possono nominare:

- il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà ai sensi del successivo articolo 27;
- un Revisore Legale dei conti, che dovrà essere nominato e che opererà ai sensi del successivo articolo 28.

26.2 La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'articolo 2477 Codice Civile. Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo articolo 27.

Art. 27.

27.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti, conformemente al disposto dell'articolo 2397 Codice Civile. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai Soci, con la decisione di nomina del Collegio stesso.

27.2 I Sindaci sono nominati per la prima volta nell'atto costitutivo e successivamente dai Soci. Essi restano in carica per tre esercizi, e scadono alla data della decisione dei Soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei Sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il Collegio è stato ricostituito. I Sindaci sono rieleggibili.

27.3 Non possono essere nominati alla carica di Sindaco e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2399 Codice Civile.

27.4 I Sindaci possono essere revocati solo per giusta causa e con deliberazione dell'Assemblea dei Soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

27.5 In caso di morte, di rinuncia o di decadenza di un Sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi Sindaci restano in carica fino alla decisione dei Soci per l'integrazione del Collegio, da adottarsi nei successivi trenta giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica.

In caso di sostituzione del Presidente, la presidenza è assunta fino alla decisione di integrazione dal Sindaco più anziano.

27.6 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403 bis Codice Civile ed inoltre esercita il controllo contabile, salva la facoltà di cui al successivo articolo 28.1; in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli articoli 2406 e 2407 Codice Civile.

27.7 La retribuzione annuale dei Sindaci è determinata dai Soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

27.8 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. Per le modalità di convocazione del Collegio si applicano le disposizioni del precedente articolo 22.2 sub a) e sub b) (con la precisazione che il riferimento al Libro delle decisioni degli Amministratori deve intendersi sostituito dal riferimento al Libro delle decisioni del Collegio Sindacale). Sono comunque valide le adunanze del Collegio Sindacale e le sue deliberazioni, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Sindaci effettivi in carica. È possibile tenere le riunioni del Collegio Sindacale con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

a) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti e regolare lo svolgimento della riunione e che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

b) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

27.9 Il Collegio Sindacale è regolarmente costituito con la presenza della maggioranza dei Sindaci e delibera a maggioranza assoluta dei presenti.

27.10 Delle riunioni del Collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel Libro delle decisioni del Collegio Sindacale e sottoscritto dagli intervenuti. Il Sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

27.11 I Sindaci devono assistere alle adunanze delle Assemblee nei casi di cui al precedente articolo 14, alle adunanze del Consiglio di Amministrazione e del Comitato Esecutivo.

27.12 Ogni Socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti Soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'Assemblea.

Si applica la disposizione di all'articolo 2409 Codice Civile.

Art. 28.

28.1 La revisione legale dei conti sulla Società può essere esercitata, su conforme decisione dei soci e su proposta motivata del Collegio Sindacale da un Revisore Legale dei conti iscritto nell'apposito registro, e ciò anche nell'ipotesi in cui il Collegio sindacale debba essere obbligatoriamente nominato.

28.2 Il corrispettivo del Revisore Legale è determinato dai Soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

28.3 L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei Soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

Recesso ed esclusione del socio

Art. 29.

29.1 Il diritto di recesso compete:

- ai Soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di Società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto, all'introduzione di vincoli che impediscano il trasferimento delle partecipazioni;
- ai Soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della Società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai Soci;
- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto.

29.2 L'intenzione del Socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente articolo 29.1, dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del Socio. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute, tranne nel caso indicato all'articolo 30.3. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la Società, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'Assemblea dei Soci delibera lo scioglimento della Società.

29.3 I Soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione al valore da determinarsi ai sensi del successivo articolo 30.

Art. 30.

30.1 I Soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dall'Organo Amministrativo tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della Società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie; in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 Codice Civile.

30.2 Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro sei mesi dalla comunicazione del recesso medesimo fatta alla Società.

30.3 Esso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri Soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da Soci rimanenti. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza corrispondentemente riducendo il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 Codice Civile. Tuttavia se a seguito del rimborso della quota del Socio receduto da parte della Società, il capitale nominale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, tutti i Soci superstiti dovranno provvedere, prima o al massimo contestualmente all'esecuzione del rimborso, in proporzione alle rispettive quote di partecipazione,

ai conferimenti necessari al fine di ricostituire il capitale ad importo non inferiore al minimo legale ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della Società.

Art. 31.

31.1 Nel caso di Socio che, a titolo di conferimento, si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della Società, lo stesso può essere escluso qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

Può essere escluso anche il Socio che sia stato interdetto, che sia stato dichiarato fallito o che sia stato condannato con sentenza passata in giudicato ad una pena che comporta l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici.

31.2 L'esclusione deve essere approvata dall'Assemblea dei Soci con apposita delibera da adottarsi ai sensi dei precedenti articoli 14 e seguenti. Per la valida costituzione dell'Assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del Socio della cui esclusione si tratta, al quale, tuttavia, compete il diritto di intervento all'Assemblea.

31.3 La delibera di esclusione deve essere notificata al Socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla notifica suddetta. Entro questo termine il Socio escluso può fare opposizione davanti il Tribunale competente per territorio.

Se la società si compone di due soli Soci, l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal Tribunale su domanda dell'altro.

31.4 Il Socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applicano le disposizioni del precedente articolo 30, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

Bilancio e destinazione degli utili

Art. 32.

32.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

32.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'Organo Amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di Legge.

32.3 Il bilancio deve essere approvato dai Soci con decisione da adottarsi ai sensi del precedente articolo 13, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato e quando particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della Società lo richiedano: in questi ultimi casi peraltro gli Amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

Art. 33.

33.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

33.2 I Soci decidono sulla distribuzione degli utili.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura corrispondente.

33.3 Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Titoli di debito

Art. 34.

34.1 La Società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'Assemblea dei Soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, salvo quanto disposto dal successivo articolo 38.

34.2 La Società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

34.3 I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali. In caso di successiva circolazione, chi li ha sottoscritti risponde della solvenza della Società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero Soci della Società medesima.

34.4 La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli Amministratori presso il Registro delle Imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la Società possa modificare tali condizioni e modalità.

Scioglimento e liquidazione

Art. 35.

35.1 Lo scioglimento anticipato volontario della Società è deliberato dall'Assemblea dei Soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

35.2 Nel caso di cui al precedente comma 1) nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'articolo 2484 Codice Civile ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del Collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della Società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'articolo 2489 Codice Civile.

35.3 La Società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'Assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al Socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'articolo 2487 ter Codice Civile.

35.4 Le disposizioni sulle decisioni dei Soci, sulle Assemblee e sugli Organi Amministrativi e di Controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

35.5 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile.

Clausola di conciliazione e arbitrato

Art. 36.

36.1 Tutte le controversie aventi ad oggetto rapporti sociali, comprese quelle relative alla validità delle delibere assembleari, promosse da o contro i Soci, da o contro la Società, da o contro gli Amministratori, da o contro i Sindaci, da o contro i liquidatori, saranno risolte mediante un tentativo di conciliazione condotto secondo il Regolamento della Camera Arbitrale di Treviso o, in caso di mancata o fallita conciliazione, mediante arbitrato secondo il regolamento arbitrale della stessa Camera Arbitrale. Il Tribunale Arbitrale sarà composto da un Arbitro unico nominato, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dalla Camera Arbitrale. Nel caso di mancata nomina nei termini vi provvedere, su istanza della parte più diligente, il Presidente del Tribunale nel cui Circondario ha sede la Società.

36.2 L'arbitrato sarà rituale e gli arbitri decideranno secondo diritto.

Si applicano comunque le disposizioni di cui agli articoli 35 e 36 decreto legislativo 17 gennaio 2003 n. 5.

36.3 Non possono essere oggetto di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

36.4 Le modifiche alla presente clausola di conciliazione e arbitrato, devono essere approvate con delibera dell'Assemblea straordinaria dei Soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale.

Disposizioni generali

Art. 37.

37.1 Il domicilio dei Soci, nei rapporti con la Società o tra di loro, è quello che risulta dal Libro dei Soci.

37.2 I Soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli Amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 38.

38.1 Qualora la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione nominato ai sensi dell'articolo 18.1 sub b) o da più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti nominati ai sensi dell'articolo 18.1 sub c), sono adottate dal Consiglio stesso o dai suddetti Amministratori, in luogo dell'Assemblea dei Soci, le decisioni relative a:

- l'adozione, nel caso di diminuzione del capitale di oltre un terzo in conseguenza di perdite, dei provvedimenti di cui all'articolo 2482 bis Codice Civile;
- la approvazione del progetto di fusione nei casi ed alle condizioni di cui agli articoli 2505 e 2505 bis del Codice Civile;
- l'emissione dei titoli di debito di cui al precedente articolo 34.

Nei casi suddetti e nell'ipotesi di più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti nominati ai sensi dell'articolo 18.1 sub c), la presidenza dell'organo collegiale è assunta dall'Amministratore più anziano di età o, in mancanza, dall'Amministratore nominato dalla maggioranza degli intervenuti.

Si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni dello statuto relative alle riunioni collegiali del Consiglio di amministrazione.

38.2 Si applica la disposizione di cui al precedente articolo 22.

38.3 Qualora la Società sia amministrata da un Amministratore Unico nominato ai sensi dell'articolo 18.1 sub a) le decisioni relative alle materie di cui al precedente comma 1 sono invece riservate in via esclusiva alla Assemblea dei Soci.

Art. 39.

39.1 Le disposizioni del presente Statuto si applicano anche nel caso in cui la Società abbia un unico Socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di Soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di Legge in tema di Società unipersonale.

Art. 40.

40.1 È istituito volontariamente, per le finalità di cui al presente statuto, il Libro dei Soci.

40.2 In esso dovranno essere indicati, a cura degli amministratori e su richiesta di chiunque ne abbia interesse, il nome dei soci, il numero di codice fiscale, il domicilio, il numero di telefax e l'indirizzo di posta elettronica di ogni socio, del rappresentante comune di cui all'articolo 2468, comma 5, del codice civile e degli altri titolari di diritti sociali, la partecipazione di spettanza di ciascuno ovvero i diritti spettanti a terzi non soci, i versamenti fatti sulle partecipazioni, nonché le variazioni nelle persone dei soci e degli altri titolari di diritti sociali.

40.3 Dovranno altresì essere annotati gli atti di costituzione di garanzia e di cessione di diritti reali parziali sulle partecipazioni, nonché i nominativi dei soggetti legittimati all'esercizio dei diritti sociali, compresi quelli degli eventuali rappresentanti comuni in caso di proprietà di partecipazioni.

40.4 L'iscrizione dei suddetti atti nel libro dei soci ha luogo, senza indugio, verso l'esibizione del titolo da cui risultino e della ricevuta dell'avvenuto deposito di tale titolo presso il Registro delle Imprese, ove previsto.

40.5 In caso di trasferimento a causa di morte, il deposito presso il Registro delle Imprese e l'iscrizione sono effettuati a richiesta dell'erede o del legatario verso presentazione della documentazione richiesta per l'annotazione nel libro dei soci dei corrispondenti trasferimenti in materia di società per azioni.

Art. 41.

41.1 Per quanto non previsto nel presente Statuto valgono le norme di legge in materia di Società a responsabilità limitata."

Douzième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Virgilio GALASSO, né le 27 août 1959 à San Michele (VE), Italie, demeurant via Calatafimi n. 4, 35035 Mestrino (Padova), Italie, code fiscal: GLS VGL 59M27 I040C, tous pouvoirs en vue d'accomplir individuellement toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelconque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

En outre, le mandataire prénommé est autorisé, de façon individuelle, à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la société en tant que société de droit italien et, d'autre part, la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Treizième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à deux mille euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: PREAUX - DUBLET - GRUNDHEBER - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 avril 2010. Relation GRE/2010/1492. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 avril 2010.

Référence de publication: 2010064515/957.

(100061742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Congrégation des soeurs du Tiers Ordre Régulier de Notre-Dame du Mont Carmel à Luxembourg, Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 32, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 5.573.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04.05.2010.

Signature.

Référence de publication: 2010063365/11.

(100061952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

**Skype Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Springboard Group S.à r.l.).**

Capital social: USD 94.449,50.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 141.496.

In the year two thousand and ten, on the sixth day of the month of April.

Before Us Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "Skype Global S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of trade and companies under number B 141.496, incorporated on September 8, 2008 under the name of "SLP III Cayman DS IV Holdings S.à r.l.", by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on September 29, 2008, under number 2374, page 113938. The articles of association of the Company have been amended for the last time on April 1st, 2010 by deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial.

The meeting was presided by Me Bob Scharfe, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mr Paul Florin, juriste, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer, Mr Paul Florin, juriste, residing in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

(A) The agenda of the present meeting is as follows:

A. Increase of the issued share capital of the Company by an amount of USD 309.80 so as to bring it from its current amount of USD 94,146 to USD 94,455.80 by the issue of 3,098 class A shares, 3,098 class B shares, 3,098 class C shares, 3,098 class D shares, 3,098 class E shares, 3,098 class F shares, 3,098 class G shares, 3,098 class H shares, 3,098 class I shares, and 3,098 class J shares, each of a nominal value of one cent (USD 0.01) for a total subscription price of USD 7,916,009.60; subscription to the new class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares, and class J shares by Skype Management, LP., an exempted limited partnership organised and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglan House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands).

B. Miscellaneous.

(B) At a first extraordinary general meeting of the shareholders of the Company held on April 1st, 2010 with the same agenda before Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, it was resolved to implement a portion of the share capital increase envisaged in the agenda. The issued share capital of the Company was accordingly increased by an amount of two hundred and seven United States Dollars and seventy cents (USD 207.70) through the issue of a total of twenty-thousand seven hundred and seventy (20,770) shares. At the present meeting, the issued share capital of the Company will be increased by a further amount of ninety-five United States Dollars and eighty cents (USD 95.80) so as to bring it from its current amount of ninety-four thousand three hundred and fifty-three United States Dollars and seventy cents (USD 94,353.70) to ninety-four thousand four hundred and forty-nine United States Dollars and fifty cents (USD 94,449.50) by the issue of a total of nine thousand five hundred and eighty (9,580) shares, each with a nominal value of one cent (USD 0.01) for a total

subscription price of two million four hundred and forty-seven thousand eight hundred and eighty-one United States Dollars and sixty cents (USD 2,447,881.60).

(C) The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will remain attached to this deed to be filed with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders are attached to the pre-mentioned deed of April 1st, 2010, except the proxy of Skype Management L.P., an exempted limited partnership organised and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), acting through its general partner Skype Management GP, Ltd., an exempted limited company organised and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands) which, after having been initialled by the bureau and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with the registration authorities.

(D) It appears from the attendance list that all shareholders and all nine million four hundred and thirty-five thousand three hundred and seventy (9,435,370) shares in issue are represented at this meeting.

(E) All shareholders represented declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

(F) The present meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out above.

After the foregoing was approved by the general meeting, the following resolutions were passed by unanimous decision:

First resolution

The shareholders noted that the April 1st, 2010 meeting had resolved that the increase of the issued share capital of the Company would be effected in more than one step. The present general meeting of the Company, resolved on the increase of the issued share capital of the Company by an amount of ninety-five United States Dollars and eighty cents (USD 95.80) so as to bring it from its current amount of ninety-four thousand three hundred and fifty-three United States Dollars and seventy cents (USD 94,353.70) to ninety-four thousand four hundred and forty-nine United States Dollars and fifty Cents (USD 94,449.50) by the issue of nine hundred and fifty-eight (958) class A shares, nine hundred and fifty-eight (958) class B shares, nine hundred and fifty-eight (958) class C shares, nine hundred and fifty-eight (958) class D shares, nine hundred and fifty-eight (958) class E shares, nine hundred and fifty-eight (958) class F shares, nine hundred and fifty-eight (958) class G shares, nine hundred and fifty-eight (958) class H shares, nine hundred and fifty-eight (958) class I shares, and nine hundred and fifty-eight (958) class J shares, each of a nominal value of one cent (USD 0.01) for a total subscription price of two million four hundred forty-seven thousand eight hundred eighty-one United States dollars and sixty cents (USD 2,447,881.60).

Second resolution

Skype Management LP., an exempted limited partnership organised and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), acting through its general partner Skype Management GP, Ltd., an exempted limited company organised and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), represented by Me Bob Scharfe by virtue of a proxy dated 6 April 2010, subscribed to the new class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares, and class J shares with a nominal value of one cent (USD 0.01) each by a contribution in cash in an amount of two million four hundred forty-seven thousand eight hundred eighty-one United States dollars and sixty cents (USD 2,447,881.60), which was unanimously approved by all the shareholders.

Evidence of the payment to the Company was shown to the undersigned notary.

Third resolution

To reflect the capital increase, the general meeting of the Company unanimously resolved to amend article 6.1. of the articles of association of the Company, which will henceforth read as follows:

" **6.1.** The share capital is set at ninety-four thousand four hundred forty-nine United States dollars and fifty cents (USD 94,449.50).

It is divided into ten (10) classes of shares consisting of:

- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class A shares (the "Class A Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class B shares (the "Class B Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class C shares (the "Class C Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class D shares (the "Class D Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class E shares (the "Class E Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class F shares (the "Class F Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class G shares (the "Class G Shares");

- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class H shares (the "Class H Shares");
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class I shares (the "Class I Shares"); and
- nine hundred forty-four thousand four hundred ninety-five (944,495) class J shares (the "Class J Shares").

All these nine million four hundred and forty-four thousand nine hundred and fifty (9,444,950) shares in registered form, have a nominal value of one cent (USD 0.01) each, and are all subscribed and fully paid-up."

There being no further item on the agenda, the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 3,100.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le sixième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute,

A été tenue une assemblée extraordinaire des associés de "Skype Global S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.496, constituée le 8 septembre 2008, sous la dénomination de "SLP III Cayman DS IV Holdings S.à r.l." suivant acte reçu du notaire Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1120, page 113938 du 29 septembre 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 1^{er} avril 2010 par acte de Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, ayant agi en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est présidée par Me Bob Scharfe, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président a désigné comme secrétaire Monsieur Paul Florin, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Monsieur Paul Florin, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, le président déclare et demande au notaire d'acter que:

(A) L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

A. Augmentation du capital social de la Société par un montant de USD 309,80 afin de le porter de son montant actuel de USD 94.146 à USD 94.455,80 par l'émission de 3098 parts sociales de classe A, 3098 parts sociales de classe B, 3098 parts sociales de classe C, 3098 parts sociales de classe D, 3098 parts sociales de classe E, 3098 parts sociales de classe F, 3098 parts sociales de classe G, 3098 parts sociales de classe H, 3098 parts sociales de classe I et 3098 parts sociales de classe J, chacune ayant une valeur nominale de un cent américain (USD 0,01) pour un prix de souscription de USD 7.916.009,60; souscription par Skype Management, L.P., une société exempted limited partnership, organisée et existante sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social à c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands).

B. Divers.

(B) Lors d'une première assemblée extraordinaire des associés de la Société qui a été tenue le 1^{er} avril 2010 par devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HEL-LINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, il a été décidé d'effectuer une partie de l'augmentation du capital envisagée dans l'ordre du jour. Le capital social de la Société a, conformément à l'ordre du jour, été augmenté par un montant de deux cent sept dollars américains et soixante-dix cents (USD 207,70) par l'émission d'un total de vingt mille sept cent soixante-dix (20.770) parts sociales. A la présente assemblée, le capital social de la Société sera augmenté par un montant additionnel de quatre-vingt-quinze dollars américains et quatre-vingts cents (USD 95,80) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-quatorze mille trois cent cinquante-trois dollars américains et soixante-dix cents (USD 94.353,70) à quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quarante-neuf dollars américains et cinquante cents (USD 94.449,50) par l'émission d'un total de neuf mille cinq cent quatre-vingts (9.580) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de un cent américain (USD 0,01) pour un prix total de souscription de deux millions quatre cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-un dollars américains et soixante cents (USD 2.447.881,60).

(C) Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont mentionnés sur une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui à l'enregistrement. Les procurations des associés

représentés sont annexées à l'acte prémentionné du 1^{er} avril 2010, exceptée la procuration de Skype Management L.P., une exempted limited partnership, organisée et existant sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social à c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), agissant par son associé commandité Skype Management GP, Ltd., une exempted limited partnership, organisée et existant sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social à c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), qui, après avoir été paraphée par le bureau et le notaire soussigné restera annexée au présent acte afin d'être enregistré avec ce dernier.

(D) Il résulte de la liste de présence que tous les associés et toutes les neuf millions quatre cent trente-cinq mille trois cent soixante-dix (9.435.370) parts sociales sont représentées à la présente assemblée.

(E) Tous les associés représentés ont déclaré avoir eu une connaissance préalable suffisante de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé à leurs droits à une convocation préalable de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points de l'ordre du jour.

(F) La présente assemblée est par conséquent valablement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour ci-dessus.

Après approbation par l'assemblée de ce qui précède, les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées:

Première résolution

Les associés ont noté que l'assemblée du 1^{er} avril 2010 avait décidé que l'augmentation du capital social de la Société se fera en plusieurs fois. La présente assemblée générale de la Société a décidé de l'augmentation du capital social de la Société par un montant de quatre-vingt-quinze dollars américains et quatre-vingts cents (USD 95,80) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-quatorze mille trois cent cinquante-trois dollars américains et soixante-dix cents (USD 94.353,70) à quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quarante-neuf dollars américains et cinquante cents (USD 94.449,50), par l'émission de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe A, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe B, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe C, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe D, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe E, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe F, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe G, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe H, de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe I, et de neuf cent cinquante-huit (958) parts sociales de classe J, chacune ayant une valeur nominale de un cent américain (USD 0,01) pour un prix total de souscription de deux millions quatre cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-un dollars américains et soixante cents (USD 2.447.881,60).

Deuxième résolution

Skype Management L.P., une exempted limited partnership, organisée et existant sous les lois des îles Cayman, ayant son siège social à c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), agissant par son associé commandité Skype Management GP, Ltd., une exempted limited partnership, organisée et existant sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social à c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, KY1-1104 Grand Cayman (Cayman Islands), représentée par Me Bob Scharfe en vertu d'une procuration datée du 6 avril 2010 a souscrit aux nouvelles parts sociales de classe A, parts sociales de classe B, parts sociales de classe C, parts sociales de classe D, parts sociales de classe E, parts sociales de classe F, parts sociales de classe G, parts sociales de classe H, parts sociales de classe I et parts sociales de classe J ayant une valeur nominale de un cent américain (USD 0,01), chacune par apport en argent d'un montant de deux millions quatre cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-un dollars américains et soixante cents (USD 2.447.881,60), ce qui a été unanimement approuvé par tous les associés.

Preuve du paiement à la Société a été montrée au notaire soussigné.

Troisième résolution

Afin de refléter l'augmentation de capital, l'assemblée générale de la Société a unanimement décidé de modifier l'article 6.1. des statuts de la Société, qui va dorénavant prendre la teneur suivante:

" **6.1.** Le capital social est fixé à quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quarante-neuf dollars américains et cinquante cents (USD 94.449,50).

Il est représenté par dix (10) classes de parts sociales consistant en:

- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D");

- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H");
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I"); et
- neuf-cent quarante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (944.495) parts sociales de classe J (les "Parts Sociales de Classe J").

Toutes ces neuf millions quatre cent quarante-quatre mille neuf cent cinquante (9.444.950) parts sociales sous forme nominative, ont une valeur nominale de un cent américain (USD 0,01) chacune et sont toutes souscrites et entièrement libérées."

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimées à EUR 3.100,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite, les comparants ont signé ensemble ont signés ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: B. SCHARFE, P. FLORIN et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 avril 2010. Relation: LAC/2010/16246. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 avril 2010.

Référence de publication: 2010064071/240.

(100062273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Mapilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 18, route de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 152.831.

STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt-huit avril.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

A comparu:

1. Monsieur Jean François Jules André Ghislain MATHIEUX, né à Namur (B) le 19 mars 1977, agent immobilier, et son épouse,

2. Madame Charlotte Irma Octave Ghislaine PIRSON, née à Namur (B), le 16 septembre 1975, secrétaire de bureau, demeurant ensemble à B-5080 La Bruyère, Chemin de l'Horizon, Emines 12,

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet le management de sociétés ainsi que d'assurer la gestion administrative et le secrétariat pour le compte de sociétés.

Elle a encore pour objet la poursuite d'activités de marchand de biens, la gestion de patrimoine immobilier, la location de véhicules et de biens immobiliers, ainsi que la poursuite d'activités d'intermédiaire en achat, vente et location de biens immobiliers.

La Société a en plus pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de tout autre manière, tous titres et valeurs mobilières, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires.

La Société pourra enfin, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de "MAPILUX S. à r.l".

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Rambrouch.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de rassemblée des associés, conformément aux termes de l'article 14 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance est autorisé à procéder aux paiements d'acomptes sur dividendes sous réserve que des comptes intermédiaires soient dressés montrant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Les réunions du conseil de Gérance auront lieu au Luxembourg. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une assemblée dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire. De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 15. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 17. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire dans les limites prévues par la loi.

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée."

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2010.

Souscription et Libération:

Toutes les cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), ont été intégralement souscrites et entièrement libérées comme suit:

- par Monsieur Jean François MATHIEUX, préqualifié, cinquante parts sociales	50
- par Madame Charlotte PIRSON, préqualifiée, cinquante parts sociales	50
Total: cent parts sociales	100

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants qualifiés ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un.
- 2.- Monsieur Jean François MATHIEUX, agent immobilier, né à Namur (Belgique) le 19 mars 1977, demeurant à B-5080 La Bruyère, Chemin de l'Horizon, Emines 12, est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée;
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-8832 Rombach, 18, route de Bigonville.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: JF Mathieux, C. Pirson, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 avril 2010. Relation: RED/2010/565. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 5 mai 2010.

Référence de publication: 2010066375/157.

(100062804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2010.

GM Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.804.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010063358/9.

(100061549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

TR International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.373.729.078,37.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.651.

In the year two thousand and ten, on the first day of April.

Before Us, Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Thomson Reuters Finance S.A, a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B - 45994 (the "Shareholder"),

Hereby represented by Me Tom LOESCH, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st March 2010.

The said proxy shall be annexed to the present deed,

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of TR International Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of USD 3,373,729,078.37, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary of 21 December 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

number 449 of 21 February 2008 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B135651 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of 10 March 2010, not yet published.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To convert the 5,454 Class A Preference shares into 5,454 Ordinary shares and re-classify the 154,907 Ordinary shares into 154,907 shares of a single class without specific denomination;

2. To amend article 5, article 6, article 23 and article 24 of the Company's articles of incorporation so as to reflect the resolution to be adopted under the above item;

3. To transact any other business;

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to convert the five thousand four hundred fifty-four (5,454) Class A Preference shares into five thousand four hundred fifty-four (5,454) Ordinary shares and re-classify the one hundred fifty-four thousand nine hundred seven (154,907) Ordinary shares into one hundred fifty-four thousand nine hundred seven (154,907) shares of a single class without specific denomination, all the shares being allotted to the sole shareholder.

Second resolution

The Shareholder resolved to amend the text of article 5, article 6, article 23 and article 24 of the Company's articles of incorporation so as to reflect the first resolution:

Article 5 of the articles of incorporation shall read as follows:

" **Art. 5. Capital.** The issued capital of the Company is set at three billion three hundred seventy-three million seven hundred twenty-nine thousand seventy-eight point thirty-seven United States dollars (USD 3,373,729,078.37) divided into one hundred fifty-four thousand nine hundred seven (154,907) shares without nominal value, all of which are fully paid up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

"Article 6 of the articles of incorporation shall read as follows:

" **Art. 6. Shares.** Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders and the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the shareholders representing at least three quarters of the issued capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law, in view of their immediate cancellation.

" Article 23 of the articles of incorporation shall read as follows:

" **Art. 23. Appropriation of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s) as dividend.

Subject to the conditions fixed by law and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

" Article 24 of the articles of incorporation shall read as follows:

" **Art. 24. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the shareholder(s), voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the managers or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company are estimated at one thousand euros (1000.-EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le premier avril.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Thomson Reuters Finance S.A., une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée sous le numéro B-45994 (l'"As-socié"),

représentée aux fins des présentes par Me Tom LOESCH, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 31 mars 2010 à Luxembourg.

La précitée procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de TR International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée dont le siège social est au 40, avenue Monterey, L-2163, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de USD 3.373.729.078,37, constituée suivant acte du notaire sous-signé en date du 21 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 449 du 21 février 2008 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B135651 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 10 mars 2010, pas encore publié. L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Conversion des 5.454 parts sociales Préférentielles de Catégorie A en 5.454 parts sociales Ordinaires et reclassification des 154.907 parts sociales Ordinaires en 154.907 parts sociales de catégorie unique sans dénomination particulière,
 2. Modification des articles 5, 6, 23 et 24 des statuts de la Société afin de refléter la résolution devant être prise sous le point ci-dessus,
 3. Décisions sur d'autres points,
- a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de convertir les cinq mille quatre cent cinquante-quatre (5.454) parts sociales Préférentielles de Catégorie A en cinq mille quatre cent cinquante-quatre (5.454) parts sociales Ordinaires et de reclassifier les cent cinquante-quatre mille neuf cent sept (154.907) parts sociales Ordinaires en cent cinquante-quatre mille neuf cent sept (154.907) parts sociales de catégorie unique sans dénomination particulière, toutes les parts sociales étant attribuées à l'associé unique.

Deuxième résolution

L'Associé a décidé de modifier les articles 5, 6, 23 et 24 des statuts de la Société afin de refléter la première résolution. L'article 5 sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital souscrit de la Société est fixé à trois milliards trois cent soixante-treize millions sept cent vingt-neuf mille soixante-dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique et trente-sept cents (USD 3.373.729.078,37) divisé en cent cinquante-quatre mille neuf cent sept (154.907) parts sociales sans valeur nominale, celles-ci étant entièrement libérées.

En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront versées les primes payées pour toutes nouvelles parts sociales. Le solde de ce compte peut être utilisé pour rembourser les associés en cas de rachat de parts sociales par la Société, pour compenser toute perte nette réalisée, pour procéder à des distributions aux associés ou pour être affecté à la réserve légale."

L'article 6 sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 6. Parts Sociales.** La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing-privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été notifiée ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales, en vue de leur annulation immédiate."

L'article 23 sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 23. Affectation des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de l'exercice, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale (la "Réserve Légale"). Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets et versent la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, le reporter à nouveau ou le distribuer avec tout bénéfice reporté à nouveau, réserves distribuable ou prime d'émission, aux associés comme dividendes.

Les Gérants peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux associés dans les conditions fixées par la loi et conformément aux dispositions qui précèdent. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes."

L'article 24 sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 24. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les Gérants ou toute autre personne (personne physique ou morale) nommées par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs rémunérations. Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, les produits nets de liquidation seront répartis entre tous les associés de manière à permettre de manière globale une répartition ayant le même résultat économique que les règles de distribution fixées pour le paiement de dividendes."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille euros (1000.-EUR). Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: T. LOESCH, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 avril 2010. Relation: LAC/2010/14926. Reçu € 75.- (soixante-quinze euros).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2010.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2010066388/184.

(100062954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2010.

MCO Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.779.

Le bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010063356/9.

(100061556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Stone Cross Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 110.015.

In the year two thousand and ten, on the fourteenth of April.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Stone Cross Holdings S.à r.l. a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Companies Register with the number B 110015, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on August 9, 2005, published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1464 of December 28, 2005 (the "Company"). The articles of associations of the Company have been amended pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), dated August 30, 2005, published with the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 39, of January 6, 2006.

There appeared:

"GCE HOLDINGS LIMITED PARTNERSHIP", a limited partnership, whose general partner is GCE GP LIMITED, registered under the laws of Jersey, having its registered office at Whiteley Chambers, Don Street, St. Helier, JE4 9WG, Jersey, (the "Sole Shareholder"), here duly represented by Mr. Vincent LINARI-PIERRON, lawyer, with professional address at 252, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder declared and requested the notary to act that:

I.- The 500 (five hundred) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

II.- The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; it acknowledges being sufficiently informed beforehand on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. The Sole Shareholder resolves further that all the documentation produced to the meeting has been put at its disposal within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

III.- The agenda of the meeting is the following:

"Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 203,550 (two hundred three thousand five hundred Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 216,050 (two hundred sixteen thousand and fifty Euros) by the issuance of 8,142 (eight thousand one hundred and forty-two) new shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each;

2. Subscription and payment of all the new shares by the sole shareholder of the Company through a contribution in kind;

3. Amendment of articles 6 of the articles of association of the Company in order to reflect this increase of share capital; and

4. Miscellaneous."

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolution has been taken:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 203,550 (two hundred three thousand five hundred Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 216,050 (two hundred sixteen thousand and fifty Euros) by the issuance of 8,142 (eight thousand one hundred and forty two) new shares with a nominal value of EUR 25 (twenty five Euros) each (the "New Shares"), the whole to be fully paid up by the Sole Shareholder through a contribution in kind consisting in receivables held by the Sole Shareholder against the Company, as described below.

Subscription - Payment - Description of the contributions

The New Shares have been fully paid up by the Sole Shareholder through a contribution in kind consisting in 1,980 (one thousand nine hundred and eighty) interest bearing preferred equity certificates with a par value of SEK 1,000 (one thousand Swedish Crowns) each, held by the Sole Shareholder against the Company.

Evaluation

The net value of this contribution in kind is of EUR 203,550 (two hundred three thousand five hundred and fifty Euro). Such valuation has been approved by (i) the Sole Shareholder pursuant to a statement of contribution value dated April 14, 2010, and (ii) all the managers of the Company, pursuant to a statement of contribution value dated April 14, 2010, both of which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the contribution's existence

A proof of the contribution has been given to the undersigned notary.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate article 6 of the articles of association in order to reflect the increase of share capital as described above, which shall be read as follows:

" **Art. 6. Capital.** The capital is set at EUR 216,050 (two hundred sixteen thousand and fifty Euros) represented by 8,642 (eight thousand six hundred and forty-two) shares with a par value of EUR 25 (twenty-five Euros) each.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the capital increase and modification of the articles of association of the Company, have been estimated at about one thousand and five hundred euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille dix, le quatorze avril.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de Stone Cross Holdings S. à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110015, constituée par acte notarié de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-duché de Luxembourg, en date du 9 août 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et des Associations numéro 1464 du 28 décembre 2005 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés par acte notarié de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), en date du 30 août 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et des Associations numéro 39 du 6 janvier 2006.

A comparu:

L'associé unique de la Société, GCE HOLDINGS LIMITED PARTNERSHIP, une "limited partnership" existant sous les lois de Jersey, dont le General Partner est GCE GP LIMITED, ayant son principal établissement à Whiteley Chambers, Don Street, St Helier, Jersey JE4 9WG (l'"Associé Unique"), ici représenté par Maître Vincent LINARI-PIERON, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à 252, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée pour être enregistrée avec le présent acte.

L'Associé Unique a exposé au notaire instrumentaire et l'a prié d'acter que:

I.- Les 500 (cinq cents) parts sociales, représentant l'entièreté du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

II.- L'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée générale; il reconnaît qu'il a été suffisamment informée de l'ordre du jour et qu'il considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. L'Associé Unique décide en outre que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à sa disposition dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

"Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 203.550,- EUR (deux cent trois mille cinq cent cinquante Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents Euros) au montant de 216.050,- EUR (deux cent seize mille cinquante Euros) par l'émission de 8.142 (huit mille cent quarante-deux) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq Euros) chacune;

2. Souscription et paiement de toutes les nouvelles parts sociales par l'associé unique de la Société par un apport en nature;

3. Modification de l'article 6 des statuts de la Société afin de refléter cette augmentation de capital; et

4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, la résolution suivante ont été prises:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 203.550,- EUR (deux cent trois mille cinq cent cinquante Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500,- EUR (douze mille cinq cent Euros) au montant de 216.050,- EUR (deux cent seize mille cinquante Euros) par l'émission de 8.142 (huit mille cent quarante-deux) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq Euro) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), le montant total étant entièrement libéré par l'Associé Unique par un apport en nature consistant en des créances détenues par l'Associé Unique contre la Société, tel que décrit ci-dessous.

Souscription - Paiement - Description de la contribution

Les Nouvelles Parts Sociales ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par un apport en nature consistant en 1.980 (mille neuf cent quatre-vingt) interest bearing preferred equity certificates d'une valeur nominale de SEK 1.000 (mille Couronnes Suédoises) chacun, détenus par l'Associé Unique à l'encontre de la Société.

Evaluation

La valeur nette de cette contribution en nature est de 203.550,- EUR (deux cent trois mille cinq cent cinquante Euros). Une telle évaluation a été approuvée par (i) l'Associé Unique conformément à un constat de valeur d'apport en date du 14 avril 2010, et (ii) tous les gérants de la Société conformément à un constat de valeur d'apport en date du 14 avril 2010, lesquels demeureront attachés à cet acte pour les formalités d'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'apport

Une preuve de l'apport a été fournie au notaire soussigné.

Seconde résolution

IL est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital social décrite ci-dessus pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à 216.050,- EUR (deux cent seize mille cinquante Euros) représenté par 8.642 (huit mille six cent quarante-deux) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq Euros) chacune".

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportées par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec ces augmentation et modification des statuts, ont été estimés à mille cinq cents euros.

Aucune autre affaire n'ayant à être traitée, l'assemblée a pris fin.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour indiqué au début du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Vincent LINARI-PIERRON, Carlo WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2010. LAC/2010/16107. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2010.

Référence de publication: 2010066433/154.

(100063560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2010.

B & Co Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.788.

Le bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010063362/9.

(100061538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Tele2 Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 112.873.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de "Tele2 finance Luxembourg S.A." ("la société") prises à l'unanimité le 27 avril 2010 à 15 heures au siège social

Résolution

L'Assemblée Générale DECIDE de renommer comme administrateurs de la Société:

1. M. Francesco D'Angelo, né le 17 décembre 1968 à Levico Terme, Italie et demeurant à Luxembourg, 40, rue Rollingergrund à L-2440 Luxembourg;

2. Mr Lars Nilsson, né le 24 décembre 1956 à Hassleby, Suède et demeurant à Vattugatan 15, à S - 111 52 Stockholm; et

3. Mme. Åsa Bladin, née le 12 septembre 1967 à Nyköping, Suède et demeurant à Östermalmsgatan 97, S - 114 59 Stockholm

Leur mandat sera renouvelé lors de l'assemblée des actionnaires de 2011.

Résolution

L'Assemblée Générale DECIDE de renouveler le mandat du commissaire aux comptes:

FIDUCIAIRE DES P.M.E. Société Anonyme, R.C.S. Luxembourg N° B 10.734, 58, rue Glesener, L - 1630 Luxembourg

Le mandat du commissaire sera renouvelé lors de l'assemblée des actionnaires de 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour TELE2 FINANCE LUXEMBOURG S.A.

Etude d'Avocats S. LE GOUEFF

Le mandataire

Référence de publication: 2010064741/26.

(100062120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2010.

Formedia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 10, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 63.052.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010063345/10.

(100061667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.
